

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

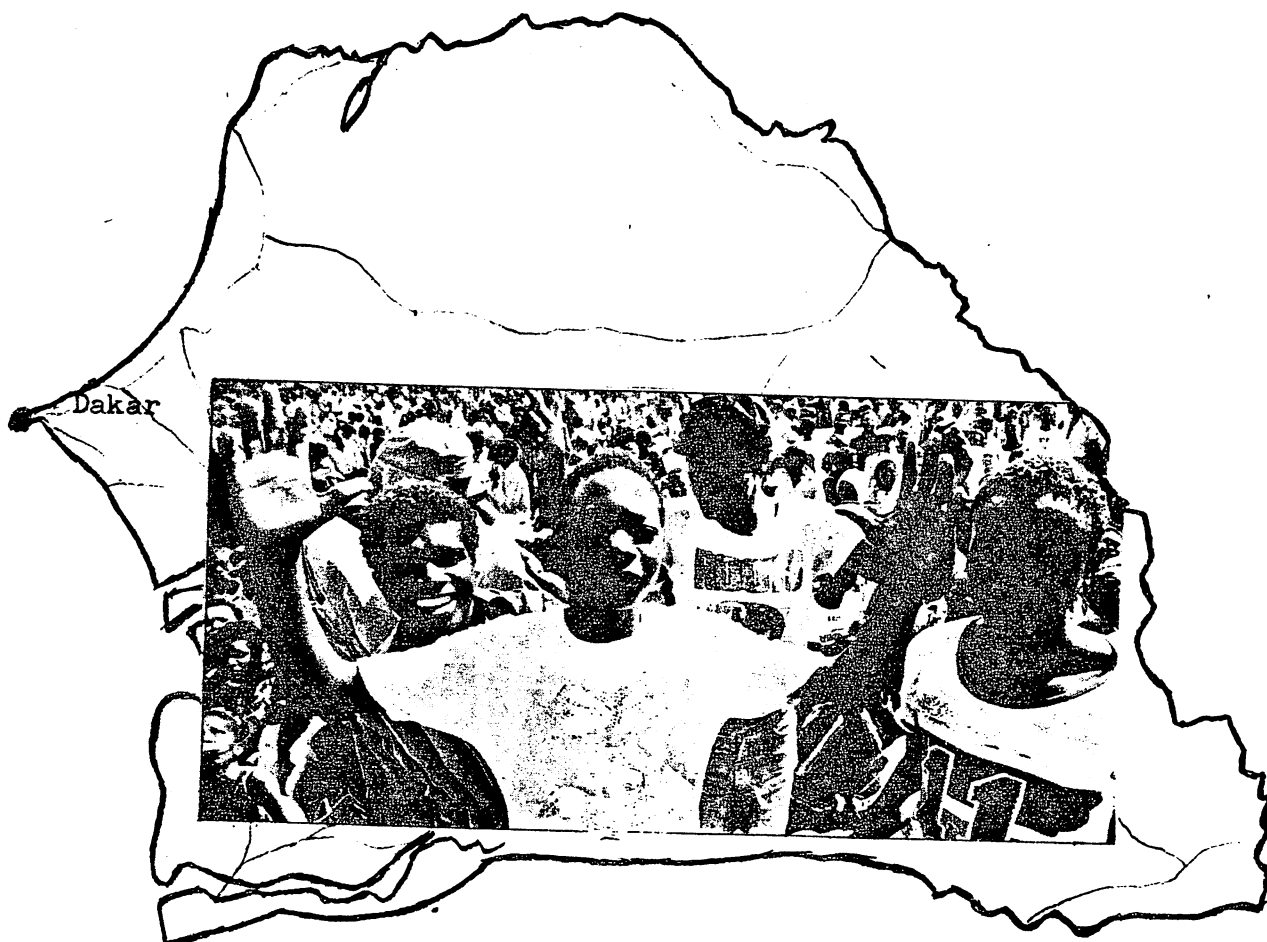
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 02 MARS 1987

NO 159

PRIX : 3 FF



## SENEGAL

### FACE AUX ETUDIANTS

### EN GREVE

### LE GOUVERNEMENT A RECULE

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 3

- Sénégal : Wade veut être en tête du hit parade de l'opposition.

Page 4

- Mali : Moussa Traoré fait des discours sur la corruption.

Pages 5 et 6

- Tchad : Kamougué rejoint la mangeoire gouvernementale.

- Un exemple banal des méthodes brutales des autorités.

Page 7 et 8

- Côte-d'Ivoire : Conjoncture et grogne.

Page 8 et 9

- Burkina : Sankara joue les hommes intègres.

## ABONNEMENT

France : 1 an

- Pli ouvert 55 FF
- Pli fermé : 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

## ADRESSE

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT, B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

SENEGAL : FACE AUX ETUDIANTS EN GREVE,

LE GOUVERNEMENT A RECULE

A l'"Université Cheikh Anta Diop" ( nouvelle appellation de l'université de Dakar ), un mouvement de grève, déclenché le 22 janvier dernier par les étudiants pour revendiquer une amélioration de leurs conditions d'études, a pris fin seulement le 26 février ( un peu plus d'un mois plus tard ).

Dès le début du mouvement, les forces de répression n'ont pas hésité à intervenir brutalement au campus universitaire. Il y aurait eu officiellement 27 blessés dont un blessé grave, plusieurs arrestations, 80 chambres saccagées, etc. Les étudiants, eux, parlaient même de deux ou trois morts et de plusieurs disparus.

Pourtant, les revendications des étudiants étaient simplement dictées par les difficultés de leur situation matérielle. Par exemple, les étudiants sénégalais d'origine modeste ont, en principe, une bourse mensuelle de 26.400 FCFA. Ceux qui sont considérés comme moins démunis ne bénéficient que de la moitié de cette bourse. Pour les étudiants qui, à défaut d'une chambre en résidence, sont obligés de louer une chambre à l'extérieur, la situation est encore plus difficile car le loyer en ville n'est pas moins de 10.000 FCFA.

A cela s'ajoutent les problèmes dûs au manque d'hygiène: bâtiments vieux et sales, repas "indigeste", draps pas régulièrement renouvelés, etc. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la revendication des étudiants, qui concernait au début le seul retard des paiements de bourse, ne s'élargisse rapidement à leurs conditions de vie générales.

Les étudiants ont effet revendiqué entre autres, la réfection des bâtiments, le respect des franchises universitaires ( sorte de loi non écrite qui, théoriquement, interdit dans tous les pays l'entrée des campus aux "forces de l'ordre" ), le départ du directeur du COUD (Centre des Oeuvres Universitaires de Dakar). A ces revendications se sont ajoutées, après la répression, d'autres revendications telles la libération de leurs camarades arrêtés, une commission d'enquête sur les "disparus", etc.

La grève des étudiants, partie de l'université Cheikh Anta Diop, s'est étendue très vite aux différents établissements primaires et secondaires ainsi qu'au CESTI, l'école du journalisme. Face à l'ampleur de la mobilisation estudiantine, le gouvernement sénégalais a cédé sur tous les points, sauf un : le directeur du COUD est toujours maintenu dans ses fonctions. Mais l'essentiel est que les étudiants aient fait aboutir leurs revendications. Et c'est au moins avec un sentiment de satisfaction qu'ils ont décidé la fin de la grève.

Le mouvement des étudiants sénégalais rappelle par bien des côtés celui de leurs camarades français : d'abord par la mise en place d'un comité de grève appelé "coordination" des étudiants de Dakar; ensuite par certains de leurs mots d'ordre tels que "Plus jamais ça", "Babacar Senghor, tu as zéro à ta copie de gestion", etc.

Les étudiants ne sont certainement pas les plus à plaindre dans ce pays où, même le simple fait de pouvoir étudier, et à plus forte raison étudier à l'université, est déjà un privilège. Mais il n'empêche que les étudiants ont tout de même eu raison de se battre pour améliorer leurs conditions de vie. Et malgré la répression qui s'est abattue sur eux, ils ont quand même montré que quand on se bat, on peut changer beaucoup de choses, on peut faire reculer les gouvernants.

Si les étudiants ont des revendications, les travailleurs en ont mille fois plus dans ce pays. Ils ont des revendications concernant leurs salaires, leurs conditions de travail et la cherté de la vie. Ils sont des millions, ceux qui sont défavorisés, et s'ils sont déterminés à faire aboutir leurs revendications, ils peuvent par leur mobilisation faire reculer le gouvernement et les exploiters. Ce que les étudiants ont été capables de faire, les travailleurs peuvent aussi le faire, et même mieux. Ils en sont d'autant plus capables qu'ils sont plus nombreux et mieux placés, de part leur place dans l'économie.

#### SENEGAL : WADE VEUT ETRE EN TETE DU HIT PARADE DE L'OPPOSITION

Le milieu politique sénégalais semble être agité ces derniers temps. Que faut-il faire quand on est dans l'opposition et que l'on a envie de faire parler de soi, parce que ce sera bientôt les élections ? On peut s'attaquer au président de la république.

L'approche des élections générales prévues pour février 1988 a fait germer cette idée dans la tête d'Abdoulaye Wade, dirigeant du PDS. Il s'est attaqué à Abdou Diouf par des déclarations fracassantes, en traitant celui-ci de raciste.

Selon Wade, Jean Collin ( secrétaire général de la présidence ), "c'est l'homme qui exerce réellement le pouvoir au Sénégal. C'est un premier ministre qui ne dit pas son nom". Et il poursuit : "je considère qu'Abdou Diouf est raciste, car si Collin était noir, il en aurait fait un premier ministre. Il s'agit là d'un racisme qui ne veut pas dire son nom".

Abdoulaye Wade ne rate pas une occasion pour glisser une peau de banane sous les pieds d'Abdou Diouf. De son côté, celui-ci, du moins son appareil judiciaire a inculpé Wade, au sujet d'une déclaration qu'il avait faite en 1985, "pour diffusion de fausses nouvelles et offense au chef de l'Etat".

En fait, c'est la petite guerre entre Abdou Diouf et Abdoulaye Wade. Ce dernier se prend pour le chef de l'opposition. Il veut se placer comme le seul candidat de l'opposition, qui peut affronter Diouf aux prochaines élections.

Mis à part le fait que, par démagogie, il a dénoncé la répression en Casamance et s'est solidarisé du récent mouvement des étudiants, il n'a rien à dire sur le fond de la politique de Diouf. Alors il s'en prend à la personne de celui-ci et il est même content d'être traîné en justice. C'est autant de bruits qu'on fera sur lui.

## MALI : MOUSSA TRAORE FAIT DES DISCOURS SUR LA CORRUPTION

Au début du mois de Février, Moussa Traoré, président du Mali, a réuni pendant dix heures les jeunes membres de son parti pour leur dire qu'il s'était engagé à "lutter contre les agents véreux, les corrompus qui ne cherchent qu'à s'enrichir". Voilà les belles paroles du général président.

Ainsi, il veut lutter contre ses propres potes, ses amis corrompus. Est-ce que ce n'est pas un coup de balai qu'il est en train de préparer pour évincer un certain nombre de ses compagnons ? On connaît la musique de Moussa Traoré. Chaque fois qu'il veut remanier son gouvernement ou préparer des arrestations, il parle de corruption.

Et pourtant s'il voulait vraiment lutter contre les corrompus, il n'avait pas besoin de chercher loin. Mariam Traoré, son épouse, n'a-t-elle pas été accusée de corruption? Qu'est-ce que Moussa Traoré attend pour l'arrêter ? S'il voulait vraiment lutter contre la corruption, il devrait commencer par payer les salaires de ses employés.

Au Mali, les fonctionnaires restent plusieurs mois sans toucher leurs salaires. Alors pour arrondir les fins du mois, certains fonctionnaires n'hésitent pas à faire payer à la population des services qui sont normalement gratuits.

En parlant de lutter contre la corruption, Moussa Traoré a dû faire rigoler tout le monde. Il est de notoriété publique que son régime est corrompu de haut en bas, à commencer par lui et son entourage.

## LA LOTERIE : UNE AFFAIRE QUI RAPPORTE A L'ETAT

L'Association Africaine de Loterie d'Etat a réuni à Dakar plusieurs directeurs généraux de Loterie Nationale de différents pays d'Afrique. Ils ont discuté du succès important de la loterie auprès des populations africaines. Ils ont même étudié comment on peut "populariser" davantage la loterie auprès des masses, notamment en mettant au point "un plan de marketing et de publicité". Ils ont aussi décidé d'"aider" les pays n'ayant pas encore leur loterie à en avoir une.

Voilà au moins une chose qui marche. Et il est bien vrai que la loterie, tout comme le tombola, a une clientèle de plus en plus grande en Afrique, notamment parmi les petites gens des villes. Chacun espère toucher le gros lot pour sortir définitivement de la misère et s'offrir ce dont il a rêvé depuis son enfance. Et les journaux, la radio et la télé, en faisant du tapage sur les "heureux gagnants", font encore plus rêver les gens et les incitent à jouer plus. En tout cas, il y en a un qui gagne à tous les coups, c'est l'Etat.

Il y a ceux qui, comme au Burkina Fasso, prétendent que la loterie est un "instrument de développement", qu'elle est une "méthode de collectes de l'épargne qui permet à nos pays de compter sur leurs propres forces". C'est certainement une "bonne méthode" pour collecter l'argent des pauvres. Quant à y voir un moyen de développement, c'est prendre des vessies pour des lanternes.

... / ...

Une chose est sûre, la loterie permet de faire croire aux pauvres qu'ils ont de la chance, qu'ils peuvent s'en sortir et entrer dans le camp des riches et des privilégiés. Hélas, pour des millions de pauvres, cela n'est qu'un rêve.

Et s'ils veulent en finir avec leur situation de misère, ils n'auront pas d'autre choix que celui de se battre ensemble en tant que pauvres pour changer cette société injuste et non compter sur une quelconque chance qui tout au plus ne sourira qu'à ceux que la loi de la probabilité aura "choisis". Autant dire que du côté de la "chance", il n'y a rien à espérer pour les pauvres.

### TCHAD: KAMOUGUE REJOINT LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Il y a quelques jours le colonel Kamougué, chef de file de l'opposition du sud du Tchad, leader du "Mouvement Révolutionnaire du Peuple", s'est rallié "sans condition" au régime de N'Djaména sous prétexte d'aider, par son geste, à la "réconciliation nationale."

Hissen et Kamougué, rapporte le journal gouvernemental "Info-Tchad", du 5 Février, "se sont jetés l'un dans les bras de l'autre (...) symbolisant ainsi l'union de tous les Tchadiens pour la cause nationale." Tous deux, dans leur discours, n'ont pas manqué de souligner, chacun à sa manière, le caractère "historique" de ces retrouvailles.

Ainsi donc, pour ces messieurs, le moment est "historique". Ils s'embrassent! ils se retrouvent autour d'une même table pour faire couler le champagne. Pour eux, le moment est "historique"; mais certainement pas pour les populations qui à cause des ambitions de ces deux hommes sont tombées de part et d'autre, au Nord comme au Sud.

Kamougué est rentré au bercail. Habré lui fera de la place dans la mangeoire gouvernementale. Cependant, même si à N'Djaména des centaines de personnes se sont rendues spontanément à l'aéroport pour accueillir Kamougué, ce n'est pas la joie pour tout le monde: non loin de là, au Cameroun, au Nigéria, en Libye ou à Brazzaville, pour ne citer que ces pays où des milliers de partisans ou sympathisants de Kamougué sont abandonnés à leur sort, ce sont des grincements des dents.

Ici dans l'immigration les partisans de Kamougué ne cachent pas leur amertume: "Comment le "colon" (colonel) a-t-il pu faire ça?". Ceux-là qui parmi la multitude de tentatives ont misé sur celle de Kamougué sont aujourd'hui déçus. D'abord parce qu'ils espéraient plus, par exemple des places confortables dans le gouvernement. Or, le ralliement "sans condition" de leur chef ôte cette possibilité. Ensuite, ceux d'entre eux qui bénéficiaient, sous le couvert de Kamougué, des subsides, ne serait-ce que pour "tenir", voient cette possibilité s'envoler.

Il se peut que certains partisans, sans autre calcul, ont trouvé en Kamougué un protecteur contre "les gens du Nord" et que d'autres l'ont soutenu tout simplement parce qu'il est du Sud. Seulement, Kamougué, ne pouvant attendre plus longtemps une hypothétique chute de Habré, a choisi de rentrer. C'est plus payant. Tant pis pour le reste.



Si ces gens-là ont perdu un petit quelque chose avec le retour de Kamougué, ce n'est certainement pas le cas de la majorité de petites gens qui côtoient quotidiennement la misère dans les villes ou dans les campagnes. Le retour de Kamougué ne changera en rien leur sort. Les populations du Tchad, surtout celles du Sud connaissent bien Kamougué. Il a dirigé ce Sud pendant près de trois ans. Dans le même temps qu'il faisait partie du Gouvernement d'Union Nationale du Tchad (GUNT), avec, à l'époque, Goukouni comme président, il a créé une sorte de gouvernement régional, le "Comité permanent".

Eh bien la situation des pauvres n'était pas mieux que sous les régimes précédents, ceux de N'Garta Tombalbaye et Malloum. A l'époque du GUNT, Kamougué régnait en maître absolu dans la partie sud. Les travailleurs, les paysans pauvres étaient écrasés par l'impôt comme auparavant. A cela il faut ajouter le rançonnement des habitants sous forme de droits de passage (barrière) d'une ville à l'autre; sous forme d'aide à l'"effort de guerre". Sous Kamougué, le prix du kg de coton n'a pas augmenté; les salaires des fonctionnaires non seulement n'étaient pas améliorés mais versés irrégulièrement, diminués de moitié.

Bien sûr, les populations du sud ont des raisons de penser que le renforcement de Habré risque de consolider la dictature des Forces Armées du Nord (FAN) sur elles. Mais, l'un dans l'autre, que ce soit les soldats de Tombalbaye, ressortissants du Sud ou les FAN qui font la loi, pour les pauvres c'est toujours la répression et l'exploitation. De la même manière la situation des habitants pauvres du Nord n'était pas meilleure sous le GUNT que sous le règne de Tombalbaye, comme elle n'est pas meilleure non plus sous Habré.

Alors les populations, qu'elles soient du Nord ou du Sud, n'ont aucun intérêt à soutenir tel camp contre l'autre; car ce qui anime ceux qui les trompent en flattant leur sentiment ethnique ou religieux, c'est la soif du pouvoir. Le cas du Tchad n'est pas un cas isolé. Partout en Afrique, les dirigeants s'appuient sur ce genre de sentiment pour opprimer les peuples. Les dirigeants, eux, savent s'entendre, quelle que soit leur ethnie ou leur religion; ils savent surmonter ces sentiments pour se retrouver comme un seul homme contre les populations.

Ce qui fait défaut, c'est que justement les pauvres de l'Afrique ne sentent pas encore, de leur côté, la nécessité de s'unir comme un seul homme contre les dictateurs. Et cela par-delà leurs différences ethniques ou religieuses; par-delà les frontières artificielles créées par les colonisateurs. Il faut qu'eux aussi sachent s'unir pour balayer tous ces dictateurs qui nous oppriment.

#### TCHAD : UN EXEMPLE BANAL DES METHODES BRUTALES DES AUTORITES

En janvier dernier, la Mairie de N'djaména a brusquement rasé les "hangars" ( sorte de vérandas ) construits devant les bars et boutiques, dans certains axes, notamment aux avenues Nimeiry et Bokassa.

Cette façon de régler les affaires de la cité est si révoltante que même le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" du 30 janvier dit au sujet de cette démolition : "L'attitude des responsables urbains a été très brutale. D'abord, ils n'ont pas prévenu les propriétaires des hangars en question. C'est d'ailleurs le grand regret car s'il en était ainsi les propriétaires auraient pris des dispositions pour arranger les choses eux-mêmes. Pourtant, certains payent une taxe forfaitaire de 6.000 francs ( CFA ) par mois aux chefs d'arrondissements".

Puis le même journal ajoute en guise de conclusion : "Autre aspect : pour niveler les murs et leur donner une même couleur, il faut de l'argent, cela nécessite des dépenses non programmées de la part de certains. Les fins de mois en souffriront. Enfin, l'homme de la rue a besoin de ces hangars pour son repos, pour sa protection pendant la saison des pluies. Surtout que N'djaména manque d'arbres qui serviront d'ombre lorsque la grande chaleur reviendra en mars et avril".

Cette "attitude brutale" des "responsables" rapportée par Info-Tchad n'est qu'un exemple malheureusement banal des méthodes autrement plus "brutales" du gouvernement tchadien.

## COTE D'IVOIRE : CONJONCTURE ET GROGNE

La crise internationale est devenue un alibi bien commode pour le gouvernement d'Houphouët Boigny. Au nom de la crise, le régime ivoirien se permet tous les sales coups et impose des conditions de vie de plus en plus difficiles aux populations.

Ainsi, par exemple, les salaires restent bloqués depuis bientôt cinq ans. Aucune amélioration n'est envisagée pour les salariés. Pourtant les prix des denrées de première nécessité, les loyers, ont augmenté et continuent d'augmenter dans des proportions énormes.

Bien évidemment, cette "conjoncture" n'est pas vécue de la même manière, selon que l'on soit un proche des allées du pouvoir, ou que l'on soit un simple petit travailleur. Dans les rues d'Abidjan, les grosses mercedes neuves, les belles voitures japonaises défilent à longueur de journée. Et pas un week-end ne passe sans que la télévision ne retransmette un mariage dans une famille de privilégiés avec tout l'étalage insultant de richesses que cela comporte. Mais pour la grande majorité de la population, le problème qui se pose est un problème de survie.

Officiellement, tous les soins sont gratuits. En réalité rien n'est gratuit, sauf peut-être la consultation simple. Et encore, peut-on dire que la consultation est gratuite dans un hôpital public, quand il faut "graisser la patte" au médecin avant qu'on s'occupe du malade ?

Ainsi, quand on est malade, le premier contact avec l'hôpital, c'est une feuille d'ordonnance. Il faut tout acheter soi-même, du simple cachet d'aspirine au moindre nécessaire. Pour une prise de sang, le patient doit apporter sa seringue. Encore que cela est valable pour celui qui a la chance d'avoir une place à l'hôpital. Car les chambres sont tellement pleines que même dans les couloirs, des malades, des blessés graves traînent sans soins pendant une semaine et plus.

Face à cette situation, le régime n'a qu'un seul mot : la conjoncture. L'Etat attribue à cette conjoncture tous les échecs de sa politique d'imprévoyance. Depuis 1976, aucun collège public n'a été construit. Le résultat est que de nombreux enfants ne peuvent pas avoir accès aux collèges publics de nos jours. A moins d'avoir des parents capables de payer des frais de scolarité dans les nombreux collèges privés qui s'ouvrent ( ces collèges appartiennent en général aux différentes personnalités politiques ). Cette année-ci, sur près de 36.000 enfants ayant passé le concours d'entrée en 6ème, près de la moitié a été recalée.

Même quand un jeune a la chance d'aller au collège, et qu'il réussit à passer son baccalauréat, il n'est pas sûr de pouvoir continuer ses études. Car c'est l'Etat qui oriente à l'université. Et chaque année, des centaines de nouveaux bacheliers se voient refuser l'accès à l'université, sans autre raison que l'Etat ne peut pas assurer leur prise en charge. Et ils n'ont pas le droit de s'inscrire à titre privé. Résultat : de nombreux jeunes viennent chaque année grossir le lot des chômeurs.

Pour tenter de désarmer le mécontentement qui commençait à grandir, surtout chez les jeunes chômeurs diplômés, l'Etat a certes lancé à grand renfort de publicité une opération baptisée "1200 emplois". Il s'agit d'embaucher 1200 universitaires chômeurs. C'est-à-dire des gens qui sont titulaires d'une licence au moins. Ce n'est donc pas n'importe quel chômeur. Sauf que ces universitaires se sont vu offrir un salaire évoluant entre 75.000 et 80.000 F CFA par mois, à prendre ou à laisser. L'avantage pour le gouvernement étant d'écartier tout danger social venant de ce milieu intellectuel.

D'une manière générale, le chômage est devenu un fléau très présent. Il frappe même ceux qui ont eu le privilège d'aller à l'école. Que dire alors des jeunes, et ils sont des milliers, qui ne sont pas scolarisés ? Pour ces derniers, c'est la voie sans issue, la condamnation à une vie d'expédients, c'est la porte ouverte à la délinquance.

Tous ces problèmes se répercutent évidemment sur la vie quotidienne de la population, surtout la partie la plus pauvre. C'est à qui trouvera un "business" pour arrondir ses fins de mois. L'horizon de l'ouvrier se limite à la course pour se procurer de quoi vivre. Dès le 20 du mois, les banques sont prises d'assaut car les salaires sont virés en général à cette période. Mais à partir du 5 du mois suivant, les travailleurs sont fauchés et doivent vivre à crédit, pour ceux qui peuvent s'endetter auprès des usuriers, à des taux d'intérêt variant de 20 à 50 %.

Il y a donc un mécontentement général bien visible. Dans la rue, dans les "maquis" ( restaurants bars populaires ), dans les bus, les critiques acerbes sur la politique d'Houphouët sont monnaie courante. Tout le monde évoque les milliards dépensés pour la construction de la cathédrale d'Abidjan. On évoque aussi la mise en chantier de la construction d'une basilique à Yamoussoukro, village natal d'Houphouët. Une basilique qui sera plus grande que celle de Saint-Pierre de Rome, avec un coût de plusieurs milliards encore une fois.

Pour l'instant, tout l'édifice tient du fait de la présence d'Houphouët. Et parce que ce dernier, malgré toutes les contradictions sociales, toutes les inégalités, a réussi à susciter l'émergence d'une petite bourgeoisie affairiste. Mais rien ne dit que si ce dernier disparaissait, les contradictions n'éclateraient pas au grand jour. Et il n'est pas besoin d'être prophète pour voir que le risque d'une explosion sociale, dans ces conditions, est très grand.

Il est donc nécessaire qu'en prévision de ces luttes futures, des organisations défendant les intérêts des travailleurs se créent. Et qu'elles préparent ces milliers de pauvres, chômeurs, salariés aux revenus insuffisants, au combat sans merci qui les opposera aux Houphouët et futur Houphouët, qui voudront pérenniser cette vie de misère et d'oppression.

#### BURKINA: SANKARA JOUE LES HOMMES INTEGRES

Le capitaine Sankara continue ses fanfaronnades, non pas, cette fois-ci, comme le dirigeant le plus "anti-impérialiste" de l'Afrique, mais comme le plus fauché et le plus intègre.

Il s'est fait convoquer devant une "Commission du Peuple Chargée de la Prévention Contre la Corruption" pour déclarer en détail et en public les biens qu'ils possèdent, lui et son épouse. Cette "audition" a été retransmise en direct à la radio nationale de Burkina-Faso.

Ainsi, il a déclaré qu'il dispose de deux comptes bancaires contenant l'un, 335.653F CFA et l'autre, 69.702 F CFA. Son épouse aurait également deux comptes avec respectivement 43.037 FCFA et 63. 646 F CFA. Il a dit aussi qu'il possède une villa dont il continue à payer les traites, deux terrains non mis en valeur dont un est menacé de retrait par le "Comité de Défense de la Révolution" de son village natal. Il a énuméré ses autres biens: une voiture, deux vélos de course, un vélo dame simple, un vélo pour enfant, trois guitares sèches, un réfrigérateur, un congélateur en panne, une cuisinière prêtée à un couple d'amis, deux téléviseurs, trois postes radio et une bibliothèque dont il ne connaît pas le nombre exact de livres.



Il a ensuite ajouté que son salaire est de 138.736 F CFA et celui de son épouse de 192.190 F CFA. Il ne possède qu'une modeste R5. Il a aussi reconnu que depuis son arrivée au pouvoir en 1983, il a reçu des dons en espèces d'un montant total de 850 Millions de F CFA et son épouse de 20 Millions, ainsi que quatre voitures. Tous ces dons auraient été reversés au Trésor Public et les quatre voitures offertes au parc automobile de l'Etat.

Après Sankara, douze autres responsables ont été convoqués devant la commission, chacun déclarant en détail ses propriétés et biens matériels. Une telle commission a-t-elle été mise sur pied par Sankara pour régler des comptes personnels avec certains de ses acolytes, ou est-ce une manoeuvre pour démontrer aux autres qu'il est "honnête" lui, par rapport à des Mobutu et autres Bongo? Nul ne saurait le dire.

Il est vrai qu'un tel geste peut plaire aux populations, y compris celles des pays voisins. Et de nombreuses personnes peuvent se dire que mieux vaut un Sankara qu'un Houphouët ou un Mobutu. Et l'histoire africaine offre bien des exemples de jeunes galonnés qui chassent des présidents pourris.

Certes, dans nos pays de dictature où la moindre initiative politique est étouffée, l'armée a pu apparaître, paradoxalement, comme le lieu où des jeunes officiers peuvent discuter, avoir des idées sur l'avenir et agir. On a vu ainsi Nasser en Egypte, Kaddafi en Libye et bien d'autres dont Doe ou Sankara s'emparer du pouvoir.

Mais qu'en est-il de tous ces régimes militaires dits progressistes? Dans le meilleur des cas, les dirigeants sont restés "honnêtes", dans le sens où ils n'ont pas utilisé le pouvoir pour s'enrichir sur le dos des populations. Mais aucun n'a pu rien faire contre la misère des populations. Sankara est peut-être ce que le Burkina peut avoir de mieux, eu égard aux dirigeants précédents.

Mais la politique que mène le régime militaire dirigé par Sankara n'est pas fondamentalement différente de celle des Mobutu ou Houphouët Boigny. Toute leur politique se situe dans le cadre de l'exploitation et de la domination capitalistes. C'est l'impérialisme qui leur dicte sa loi. Et tout le problème est là. Aucun ne propose une politique qui engage toute l'Afrique pour la destruction du capitalisme, source de tous les maux, à l'échelle du monde.

Oui, Sankara, Rawlings et autre Doe préfèrent jouer les sauveurs, en imposant une politique d'en haut à la masse pauvre, à qui on ne demande rien, de qui on n'attend que des applaudissements. Ce faisant, ils n'apportent aucune solution aux problèmes des pauvres, bien au contraire. Le problème n'est donc pas de se tourner vers les jeunes officiers même "honnêtes", même s'ils font l'admiration de la population avec leur bel uniforme, avec leur pistolet à crosse d'ivoire.

Il s'agit de se tourner vers les forces véritables, les pauvres, les habitants des quartiers populaires. Bien sûr ces derniers n'ont pas de bel uniforme. Mais ils représentent une force plus importante que mille Sankara réunis. Bien sûr que Sankara a peut-être 5.000, 10.000, voire 20.000 soldats. Mais rien qu'à Ouagadougou, le nombre des soldats de Sankara est ridicule par rapport à la masse des pauvres.

Ils existent, les pauvres; ils se sont exprimés sous forme de révolte au Maroc, au Nigéria. Ils pourraient demain s'exprimer à Ouagadougou ou à Abidjan. Il s'agit donc de faire en sorte que quand ces pauvres se réveilleront, il y ait des révolutionnaires à leurs côtés. Pour les aider à s'organiser, à prendre conscience de leur force, pour se débarrasser eux-mêmes -sans sauveurs- de leurs oppresseurs.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.